

## Section 1 : Mise à jour du Contexte

Dans la **Province du Sud-Kivu** la situation sécuritaire et de protection est restée fortement marquée par le conflit intercommunautaire qui oppose les Banyamulenge à la coalition Babembe-Banyindu-Bafuliru. Ce conflit, né initialement dans les hauts plateaux d'Itombwe, dans le territoire de Mwenga, est au fur et à mesure en train d'embraser l'ensemble des hauts plateaux, s'étendant tout d'abord aux hauts plateaux de Minembwe, dans le territoire de Fizi, puis récemment aux hauts plateaux de Bijombo, dans le territoire d'Uvira. De nombreuses violations de droits humains ont été rapportées comme conséquences de ce conflit : meurtres, arrestations arbitraires, coups et blessures, incendies de maisons, cas de travaux forcés, pillages de bétails - pour ne citer que les plus récurrentes.

Le territoire de Fizi reste l'un des principaux hot spots de la Province, à cause du conflit qui sévit dans les hauts plateaux dans le secteur de Minembwe et ses environs. Sur la période du 12 au 23 octobre, des affrontements entre la coalition Maï-Maï Bafuliru-Banyindu-Babembe et les milices Gumino-Twigwaneho ont eu lieu, parce que les premiers ambitionnaient de conquérir Minembwe centre. Plusieurs villages ont été affectés par ces affrontements. Il s'agit entre autres de Kahira, Biziba, Irundu, Kisombe, Kalongi, Rugezi et Lunundu/CEPAC. Les répercussions sur les civils sont de divers ordres (meurtre de civils, incendies de maisons, pillage de vaches et destruction de grenier, déplacements de populations). D'autres faits préoccupants sont à signaler, dont le pillage de bétails dans le secteur de Ngandja, par les Maï-Maï Yakutumba et Mulumba. Par exemple, le 25 octobre à Lucimu proche de Lulimba et à Italie près de Misisi en groupement de Basikasilu, 320 vaches ont été volées et deux éleveurs grièvement blessés. Également sur le tronçon Misisi-Lubichako, les Maï-Maï Yakutumba faction Bavon procèdent à des braquages et autres incursions, pillant des biens de civils. La présence de ces groupes met en péril l'environnement protecteur dans la zone. Ce territoire a comptabilisé 237 incidents de protection (139 cas de violation du droit à la propriété, 56 cas de violation du droit à l'intégrité physique, 23 cas de violation du droit à la liberté, et 19 cas de violence sexuelle).

Au niveau du territoire d'Uvira, les affrontements entre les Maï-Maï et les Ngumino en lien avec la crise des hauts plateaux ont dominé le contexte sécuritaire. L'entrée à partir de fin septembre d'hommes armés présumés burundais à Bijombo, en provenance du secteur d'Itombwe, présage la reprise des violences considérant l'appui qu'ils auraient apporté à la coalition Babembe-Bafuliro-Banyindi. La menace s'est matérialisée avec l'attaque des villages de Lusuku et de Bijombo centre par la coalition Maï-Maï contre les Ngimino et Twigwaneho au le 28 octobre. Ces affrontements se sont poursuivis dans d'autres villages tels que Ishenge, Mutara, Mabuga, Samaria, Kagogo, Chanzovu 1, 2 et Murambi avec, entre autres conséquences, plusieurs maisons incendiées, du bétail pillé et plusieurs autres biens emportés par les parties en conflit. Au niveau de la plaine de la Ruzizi, le retrait des forces de sécurité a accru la vulnérabilité des civils. En effet, sur la RN5 des cas d'embuscades et de braquages de véhicules de transport en commun par des bandits armés ont été observés. Au total, Uvira a comptabilisé 81 incidents de protection pour le mois d'octobre, dont 27 cas de violation du droit à la propriété, 23 cas de violation du droit à la liberté, 23 cas de violation du droit à l'intégrité physique, 8 cas de violence sexuelle.

Dans le territoire de Mwenga, les affrontements entre la coalition Babembe-Bafulrero-Banyindu et les Ngumino de la communauté Banyamulenge ont repris le 4 octobre, avec l'entrée en jeu de la faction Nguvu Yamilima en appui à la coalition Babembe-Bayindu-Bafuliro. D'autres affrontements ont été signalés les 21 et 22 octobre entre les mêmes groupes à Marunde, Kivogero, Kilulwe, Kigazura et Bukundji en groupement Basimukindji 1er. Outre ces faits, le territoire de Mwenga a totalisé pour ce mois d'octobre 97 incidents de protection (37 cas de violation du droit à la propriété, 37 cas de violation du droit à la liberté, 19 cas de violation du droit à l'intégrité physique, 4 cas de violence sexuelle).

Dans le territoire de Shabunda, notamment en groupement de Bamuguba Sud, la faible couverture de la zone par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) favorise l'activisme des Raiya Mutomboki de diverses factions (Bozi, Donat, Mabale, Ndarumanga, Ngandu Nzose). Des attaques de plusieurs villages ont été enregistrées. En dehors de ces incursions, des cas d'embuscades tendues aux civils notamment sur le tronçon routier Kimbili-Nyalubemba et Kigulube et d'enlèvements moyennant paiement de rançons ont été rapportés. Shabunda compte le plus grand nombre d'incidents de protection, 762 cas, répartis comme suit : 302 cas de violation du droit à la liberté, 261 cas de violation du droit à la propriété, 180 cas de violation du droit à l'intégrité physique, 19 cas de violence sexuelle.

En territoire de Walungu, le vide sécuritaire laissé par les FARDC dans la majeure partie du groupement de Mulamba a favorisé l'activisme des groupes armés Raiya Mutomboki dans les localités de Cinda, Luntukulu et Lubimbe. En

octobre, un total de 191 incidents de protection ont été documentés, soit 87 cas de violation du droit à la liberté, 56 cas de violation du droit à l'intégrité physique, 47 cas de violation du droit à la propriété, 1 cas de violence sexuelle.

Quant au territoire de Kalehe, il a été observé le retrait du chef de guerre Butachibera du processus de reddition, se retranchant à proximité du village de Bubamba dans le groupement de Mubugu. Outre cette situation, les bandits armés ont été actifs dans les groupements de Mbinga Nord et Mbinga Sud du fait de l'absence des forces de sécurité. Cela a impacté la protection des civils. De fait Kalehe a enregistré 191 incidents de protection (95 cas de violation du droit à la propriété, 43 cas de violation du droit à la liberté, 35 cas de violation du droit à l'intégrité physique, 18 cas de violence sexuelle).

Dans la **Province du Maniema**, l'insécurité, l'activisme des groupes armés Mai-Mai des factions Brown, Mulumba, Malaika, Yakutumba et des membres de la communauté Twa ainsi que la grande criminalité ont marqué le contexte sécuritaire et de protection. L'accès humanitaire aux populations vulnérables demeure une préoccupation majeure. De manière générale, les territoires de Kabambare et Kailo restent les plus affectés.

Kabambare a connu l'activisme des groupes armés Mai-Mai de plusieurs factions et des membres de la communauté Twa. Plusieurs violations ont été signalés au cours de leurs attaques, braquages le long des routes et incursions. Au total, 206 incidents de protection ont été enregistrés en octobre, contre 110 au mois de septembre (89 cas de violation du droit à la propriété, 82 cas de violation du droit à l'intégrité physique, 24 cas de violation du droit à la liberté, et 11 cas de violence sexuelles).

Kailo a été marqué par l'activisme des "revendiquant" (milices) qui s'opposent à la construction du parc de Lomami. Ils sont à la base de l'insécurité dans la zone et du non fonctionnement de l'administration locale, ayant provoqué le déplacement de quasiment tous les chefs de groupements vers Kindu, et le déplacement des populations vers les forêts et la localité de Pemberiba. De plus, les écoles ne sont toujours pas fonctionnelles. Pour remédier à cette insécurité et anéantir la capacité de nuisance des "revendiquant", le 12 octobre, les FARDC ont lancé une offensive militaire. Plusieurs miliciens ont été tués durant cette offensive ainsi que plusieurs armes AK-47 récupérées.

## Section 2 : Mouvements de population

Compte tenu du fait de la continuation de la crise des hauts plateaux et des risques de son extension aux localités voisines, les populations sont amenées à se déplacer plusieurs fois de suite. Il est donc difficile de déterminer avec exactitude l'effectif des personnes déplacées et des retournés.

### Déplacements :

En territoire d'Uvira des affrontements entre la coalition Mai-Mai et Twigwaneho alliés aux Gumino du 28 au 30 octobre ont provoqué le déplacement de 1,903 personnes (386 ménages) de Itombwe et Bijombo centre-Bijombo 1 et 2 vers Uvira et des autres villages.

La présence des éléments burundais Redtabara à Bijombo a généré le déplacement de 160 personnes (32 ménages) vers Uvira.

Un affrontement entre les Ima et les Nguminu le 28 octobre a déplacé 500 personnes (100 ménages), en provenance de Lusuku, Mashuri, Magera, Senge, Ishenge en groupement de Bijombo, vers Bichombo, Batende, Kalipeo en groupement Basimikindji 1er dans le secteur d'Itombwe.

En territoire de Fizi, des attaques et incursions des différentes milices ont causé le déplacement de 1,145 personnes (286 ménages) en provenance de Rugezi, Kalongi, Kahira et Kivita vers différents endroits du secteur Tanganyika, Ilundu, Abala, Nakiele et Kanguli et Fizi. La majorité des déplacés sont des enfants.

### Retour :

Le 8 octobre, à cause de l'avancée des Mai Mai Mtetezi dans les localités Kahuna et Kateje, 145 ménages composés de 570 personnes déplacées parmi lesquelles 330 enfants et 150 femmes, en provenance de Magera dans le groupement de Bijombo 1 et Mashule dans Bijombo 2 en chefferie de Bavira, dans le territoire d'Uvira, sont retournés à Kahuna et Kateje.

## Section 3 : Activités réalisées et prévues

➤ **Activités menées par la Coordination du Cluster Protection :**

• **Mission d'évaluation**

- ✓ Mission d'évaluation des besoins de protection menée du 8 au 13 octobre par l'UNHCR et la Coordination du Cluster Protection territorial/Fizi, avec la participation des services étatiques (Antenne Humanitaire/Fizi et DIVIGENRE/Fizi), des ONG internationales (NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND), des ONG locales et nationales (CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD et ANOVEV), sur les axes Fizi centre-Mukera-Burembo-Kananda-Abala-Bwala-Nakiele et environs, dans le territoire de Fizi ;
- ✓ Mission d'évaluation des besoins de protection menée du 14 au 21 octobre par l'ONG internationale INTERSOS à Minembwe centre et ses environs, en Groupement Basimunyaka Sud / Fizi ;
- ✓ Mission d'évaluation des besoins de protection menée du 15 au 20 octobre par la Coordination du Cluster Protection provincial, avec la participation de la Division Provinciale des Actions Humanitaires et Solidarité Nationale (DIVAH), de l'ONG internationale INTERSOS et d'ONG locales et nationales (ADIC, ADPF, ALTERNATIVES, APIDE, SOLIDARITE, TPO), sur les axes Mulombozi (Groupement de Basimwenda 1), Bionga (Groupement de Basikamagulu), et Kitutu (Chefferie de Wamuzimu), dans le territoire de Mwenga.

➤ **Activités menées dans le cadre des groupes thématiques**

- **Monitoring de protection** : Formation en faveur des membres du comité de médiation et de protection communautaire (CMPC) sur diverses thématiques de protection dont les droits humains et le monitoring de protection, cohabitation pacifique, Résolution 1612, GBV/IMS, technique de plaidoyer, à Mukera, dans le territoire de Fizi ; Katobo, Ndunda et Nyanutiri, dans le territoire d'Uvira ; Muzinzi, dans le territoire de Walungu ; Ngando, dans le territoire de Mwenga.
- **GT VBG** : Formation de 133 mentors (44 femmes et 89 hommes) sur la lutte contre les VBG et la drogue. Ces mentors ont ensuite sensibilisé 2,205 adolescents dont 1,425 filles et 780 garçons dans les zones de santé de Miti Murhesa et Katana, dans le territoire de Kabare. Sensibilisation de 341 personnes (106 femmes et 235 hommes) sur la lutte contre l'exploitation et abus sexuels à la Fondation Panzi, à Bukavu. Sensibilisation dans la zone de santé de Fizi au site de Lusenda sur l'exploitation et abus sexuels (379 hommes, 563 femmes, 1,601 garçons, 2,138 filles). Distribution des kits de dignité à 56 femmes vulnérables survivantes des VBG dans la zone de santé de Mulungu, dans le territoire de Shabunda.
- **GTPE** : Renforcement de la structure de coordination du sous cluster protection dans les territoires de Kasongo, Kabambare, Punia et Lubutu, dans la Province du Maniema ;
- **GTLAM** : Formation de 36 relais communautaires sur la lutte anti-mines, dont 20 hommes, 5 garçons, 2 filles et 9 femmes, dans les territoires de Kabare et Shabunda.

#### Section 4 : Redevabilité envers les Populations Affectées

Au cours des missions d'évaluation menées en octobre en lien avec la crise des hauts plateaux, des focus groupes ont été organisés avec les populations déplacées et les membres des communautés hôtes. Ce cadre d'échange avec les populations affectées visait à avoir une meilleure compréhension des problèmes auxquels elles font face et de leurs besoins en termes de protection. À partir de ces échanges, des recommandations ont été formulées à l'endroit de la communauté humanitaire pour renforcer la participation des communautés dans la prise des décisions les concernant. Il revient au Cluster Protection du CRIO Centre-Est de faire le suivi de ces recommandations et de donner un feedback aux populations rencontrées.

#### Section 5 : Analyse

La crise des hauts plateaux et son extension risque de plonger les populations dans un cycle sans fin de déplacements, et sans action pour trouver une solution, il est à craindre que, par effet de contamination d'une localité à l'autre, cette crise ne se pérennise et ne prenne des allures d'une crise régionale. De plus, l'implication de groupes armés dans ce conflit, à l'origine communautaire, accroît les risques d'insécurité et d'instabilité dans les zones affectées et d'augmentation des violations à l'encontre des civils. Dans ce contexte, le vide sécuritaire du fait du retrait et du sous-effectif des FARDC dans plusieurs localités des Provinces du Sud-Kivu et du Maniema n'est pas sans incident sur ces risques.

Dans le cadre du conflit des Hauts Plateaux, nombreuses sont les populations qui se dirigent vers Fizi centre et ses environs. Ces déplacements en masse attirent de fait l'attention des acteurs humanitaires, à cause particulièrement de leur visibilité. Il se trouve, cependant, que depuis le début de la crise d'autres populations, minoritaires, se déplacent vers Mwenga. Or, il a été révélé au cours de la mission d'évaluation du Cluster Protection dans le territoire de Mwenga, du 15 au 20 octobre 2019, qu'aucune structure, que ce soit étatique ou humanitaire, ni la société civile, ne s'est jusque-là pré-positionnée pour des activités d'identification et d'enregistrement de ses populations déplacées. Les raisons évoquées par les autorités sur place sont liées à la crainte que les déplacés, une fois identifiés, exigent une assistance. Les autorités locales ne disposant pas de moyens pour apporter une telle assistance se sont jusque-là abstenues de procéder à une identification des déplacés accueillis dans leurs localités. En outre, les déplacés eux-mêmes ne sont pas sensibilisés sur la nécessité de se structurer en comité(s) pour faciliter leur identification. De fait, aucune donnée statistique officielle sur les personnes déplacées dans le territoire de Mwenga n'existe ni au niveau territorial ni au niveau des trois localités évaluées.

**Recommandations :**

- Planification d'une activité d'identification des personnes déplacées dans le territoire de Mwenga par les autorités gouvernementales compétentes, y compris la CNR, et en partenariat avec le HCR, l'OIM, et le Cluster Protection,
- Plaidoyer auprès des autorités militaires pour le déploiement des FARDC dans le groupement de Bamuguba Sud (Territoire de Shabunda), et dans le groupement de Mulamba (Territoire Walungu), en vue de pallier le vide sécuritaire et partant réduire l'activisme des groupes armés dans ces zones ;
- Plaidoyer auprès des autorités étatiques, aux niveaux provincial, territoriale et local, pour une recherche de solutions effectives et durables à la crise qui sévit dans les des hauts plateaux ;
- Renforcer les capacités des autorités locales sur les méthodes collaboratives de résolution des conflits et mettre en place des structures communautaires de résolution des conflits (Cluster Protection/GTDIC-LTP).